

# Programme du Congrès 2013 de la Société québécoise de science politique

**Université de Montréal  
27 et 28 mai 2013**

**Pavillon de la Faculté de l'Aménagement  
2940, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine**

## Horaires des ateliers thématiques et panels

NO.	TITRE DE L'ATELIER	LUNDI 27 MAI	MARDI 28 MAI
AT1	<b>Communication de masse et propagande aujourd'hui</b>	Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30 Panel 4 : 16h00-17h30	
AT2	<b>Genre, pouvoirs et médias</b>		Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30 Panel 4 : 16h00-17h30
AT3	<b>Trois modèles de capitalisme et l'avenir de la social-démocratie</b>	Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30	
AT4	<b>Les origines sociales et historiques des conflits politiques. Repenser les formes de pouvoir et de résistance</b>	Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30 Panel 4 : 16h00-17h30	
AT5	<b>Autorité, obéissance, résistance et désobéissance : perspectives des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles</b>		Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30 Panel 4 : 16h00-17h30
AT6	<b>Traces et effets politiques du printemps québécois</b>	Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30 Panel 4 : 16h00-17h30	

NO.	TITRE DE L'ATELIER	LUNDI 27 MAI	MARDI 28 MAI
AT7	<b>L'entreprise comme acteur politique</b>	Panel 1 : 11h00-12h30 Panel 2 : 14h00-15h30	
AT8	<b>Militarisme et militarisation au Canada et au Québec</b>		Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30
AT9	<b>Un antidote au despotisme démocratique : les élites et l'art libéral de gouverner</b>	Panel 1 : 14h00-15h30 Panel 2 : 16h00-17h30	
AT10	<b>La politique est-elle la continuation de la guerre par d'autres moyens? Perspectives foucaaldiennes sur le complexe autorité-légitimité-pouvoir</b>	Panel 1 : 9h00-10h30	
AT11	<b>Politiques publiques, diffusion et gouvernance multi-niveaux</b>		Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30 Panel 3 : 14h00-15h30
AT12	<b>La contestation des élites, moteur des changements institutionnels en Amérique latine?</b>	Panel 1 : 14h00-15h30	
AT13	<b>Politique québécoise et canadienne</b>		Panel 1 : 9h00-10h30 Panel 2 : 11h00-12h30
AT14	<b>Comportements et systèmes électoraux</b>		Panel 1 : 14h00-15h30 Panel 2 : 16h00-17h30

NO.	TITRE DE L'ATELIER	LUNDI 27 MAI	MARDI 28 MAI
AT15	<b>Multiculturalisme , diversité et inclusion</b>		Panel 1 : 11h00-12h30
AT16	<b>Engagement politique et militant</b>		Panel 1 : 9h00-10h30
AT17	<b>Participation citoyenne et consultations publiques</b>		Panel 1 : 14h00-15h30
AT18	<b>Le printemps arabe</b>	Panel 1 : 9h00-10h30	
AT19	<b>La politique de l'Union européenne</b>	Panel 1 : 9h00-10h30	
AT20	<b>Régimes autoritaires et post-autoritaires</b>	Panel 1 : 11h00-12h30	
AT21	<b>État et politique dans les pays en voie de développement</b>	Panel 1 : 16h00-17h30	

TABLES RONDES	LUNDI 27 MAI	MARDI 28 MAI
<b>Table ronde 1 : Pourquoi un tiers indépendant pour la participation publique ? Le modèle du BAPE en discussion</b>	9h00-10h30 Amphithéâtre	
<b>Table ronde 2 : Perspectives sur l'élection québécoise de 2012</b>	11h00-12h30 Amphithéâtre	
<b>Table ronde 3 : Politiques de la rue : démocratie de l'<i>Avenir</i> ?</b>	14h00-17h30 Amphithéâtre	
<b>Table ronde 4 : Bilan de la science politique au Québec et au Canada francophone</b>		14h00-15h30 Amphithéâtre
<b>Association des politologues du Québec</b>		11h00-12h30 Amphithéâtre
<b>Cocktail de la SQSP</b>	17h00-19h00 Hall d'entrée de la Faculté de l'Aménagement	
<b>Assemblée générale SQSP</b>		13h00 Amphithéâtre

## ATELIER 1 : Communication de masse et propagande aujourd'hui

**RESPONSABLES : Marc Chevrier (UQAM) et Isabelle Gusse (UQAM)**

La question du pouvoir présumé des masses contre les élites et les autorités renvoie nécessairement à celle du contrôle des masses par celles-ci, notamment par les médias, longtemps appelés d'ailleurs les médias de masse. Si la fin de la guerre froide a pu donner l'impression que la propagande idéologique d'État a battu en retraite au profit de communications laissées à des opérateurs privés dans un marché de l'info-divertissement, on peut se demander si l'espace public demeure largement soumis à diverses formes de propagande, qui ne sont pas toutes saisies comme telles. Ainsi, dans les sociétés de masse contemporaines où semble primer l'individualisme, l'État continue de formater ses communications, en s'appuyant plutôt sur les médias commerciaux concentrés, ses messages étant relayés auprès de l'opinion publique par une pléthore d'équipements de réception de masse multiplateformes. Les acteurs privés se livrent à une intense activité de persuasion et de cadrage de l'opinion publique, qu'on se contente souvent de désigner sous des vocables neutres, tels que publicité, relations publiques, marketing, au risque de gommer les dimensions idéologique, manipulateur, irrationnelle, légitimatrice, etc., de cette activité.

Les analyses en communication politique semblent encore aujourd'hui tributaires d'une vision libérale de la démocratie, qui partage les rôles entre l'État et les médias et envisage la formation de l'opinion publique comme un processus d'échange équilibré par des sauvegardes procédurales. Mais est-ce la seule et bonne approche possible? N'y a-t-il pas lieu d'appréhender les activités déployées pour assurer la visibilité et la légitimité des pouvoirs publics et privés à l'aune du concept de propagande ou d'autres concepts apparentés? C'est la question de recherche que nous aimerions explorer dans cet atelier, en renouant avec les travaux de Jacques Ellul, connu pour ses études sur les diverses formes de propagande, sans vouloir nous y restreindre non plus – pensons également aux travaux de Chomsky, Herman et McChesney.

Au plan épistémologique et théorique, cet atelier sera donc l'occasion d'aller au-delà de la vision libérale de la communication politique, postulée comme neutre, fonctionnelle, voire apolitique, et de lui opposer une approche critique visant à réactualiser, à titre exploratoire, le concept de propagande de masse. Plusieurs questions seront abordées. Communication stratégique, communication politique, propagande sociologique ou soft power : concepts équivalents ou concurrents (filiation, fonctions, objectifs, techniques)? Masses et individuation : Comment concilier liberté de choix de l'individu supportée par la micro-appropriation d'équipements de réception multiplateformes et massification des communications politiques ? Opinion publique ou opinion massifiée : En matière de communication politique, comment le concept d'opinion publique a-t-il pu se substituer à celui de masse ? Les techniques de mesure de l'opinion publique : à quelles fins politiques ? Visées idéologiques : État minimum néolibéral, communication gouvernementale maximale ?

Panel 1: Libéralisme, communication de masse et propagandes i

27 mai 9h00-10h30

- Isabelle Gusse (UQAM)  
Démocraties libérales, communication politique et propagandes
- Marc Chevrier (UQAM)  
La société de libre propagande
- Nicolas Mary (Université de Corse)

La *peopolisation* comme propagande post moderne

**Présidence et commentaire:** Chantale Francoeur (UQAM)

Panel 2 : Libéralisme, communication de masse et propagandes II

27 mai 11h00-12h30

- Chantal Francoeur (UQAM)  
Les formats journalistiques au service du statu quo
- Catherine Côté (Sherbrooke)  
Pour maintenir l'ordre, utilisez la propagande!
- Valérie-Joëlle Kouam Ngock (Université UCAC de Yaoundé)  
La propagande chez Dino Buzatti

**Présidence et commentaire:** Marc Chevrier (UQAM)

Panel 3 : Propagande, stratégies communicationnelles et discursives

27 mai 14h00-15h30

- Sophie Boulay (UQTR)  
L'*astroturfing*, de la propagande nocive pour la parole citoyenne
- Nicolas Harvey (Institut d'Études Politiques de Rennes, CNRS)  
Cartographie de l'usage du terme propagande au Québec
- Vincent Raynault (Université Laval)  
Émergence d'un populisme nouveau genre? Le mouvement Tea Party aux États-Unis et la refonte des pratiques de communication et de mobilisation politiques sur Internet

**Présidence et commentaire:** Isabelle Gusse (UQAM)

Panel 4 : L'éducation sociale et la légitimation du pouvoir au risque de la propagande

27 mai 16h00-17h30

- Vincent Bouchard (Université de Montréal)  
*Cinomade* : entre éducation de masse et propagande
- Ina Motoi (UQAT)  
Pouvons-nous faire de la sensibilisation en travail social sans que cela soit de la propagande ?
- Bertin Nguéfack (Université de Yaoundé I)  
Communication d'emprunt et discours de conviction dans l'espace sociopolitique africain : une alternative piégée
- Hadi Dolatabadi (Institut d'Études Politiques de Lyon)  
La stigmatisation de l'opposition par le pouvoir iranien en 2009 : Le recours au vocabulaire de la « sédition »

**Présidence et commentaire:** Catherine Côté (Université de Sherbrooke)

## ATELIER 2 : Genre, pouvoirs et médias

**RESPONSABLES : Anne-Marie Gingras (Université Laval) et Manon Tremblay (Université d'Ottawa)**

En 1949, Simone de Beauvoir énonça une idée qui la fera passer à la postérité: « On ne naît pas femme, on le devient. » Cette idée sur le caractère socialement construit du genre, lequel s'inscrit dans un dispositif plus vaste de régulation des corps et des désirs, trouve un large écho dans la recherche en sciences sociales. Plus rares, cependant, sont les travaux qui portent sur le rôle des médias dans cette construction du genre, particulièrement en lien avec les phénomènes de pouvoir. Or, les médias constituent l'un des lieux de transmission des paramètres de l'identité sexuelle, posant trop souvent comme naturelles la féminité et la masculinité. Mettre au jour cette « naturalisation » qui se fait grâce aux médias aide à saisir la complexité du rapport entre des individus sexués et le pouvoir. Ce colloque vise à faire le point sur plusieurs dimensions de cette naturalisation dont l'impact se fait sentir jusque dans l'action collective et dans les conflits.

L'identité des femmes et des hommes de pouvoir : Les représentations médiatiques du genre en politique se sont complexifiées avec la présence de femmes et d'hommes plus diversifiés dans des postes de pouvoir. Cependant, la féminité, la masculinité et l'hétéronormativité continuent de s'imposer dans les médias, établissant ainsi des modèles de respectabilité auquel tous et toutes doivent souscrire, ce qui pose des limites à l'entrée dans l'univers du pouvoir. Si l'identité sexuelle peut nuire, elle peut aussi constituer une ressource en politique; la représentation médiatique de cette identité constitue donc un enjeu dans la vie politique. Comment les médias participent-ils à la construction de l'identité sexuelle dans les luttes de pouvoir? Qu'en est-il des stéréotypes sexués à l'heure où on constate une grande diversité d'expertises et d'idéologies chez les femmes politiques? La présence de lesbiennes et de gais dans l'univers politique constitue-t-elle une contestation du régime de l'hétéronormativité hégémonique prévalant dans l'espace médiatique, ou ne révèle-t-elle qu'une « exception qui confirme la règle »? Enfin, comment conceptualiser l'identité politique genrée telle que modulée par d'autres critères identitaires comme l'ethnie, la religion et les classes sociales?

L'action collective : L'évolution des mouvements de femmes, de lesbiennes et de gais se fait en lien avec leur image médiatique, qu'elle corresponde ou non à ce que ces mouvements souhaitent. Le recrutement, la mobilisation et l'atteinte de leurs objectifs dépendent en partie de leur capacité à imposer leurs priorités aux médias et aux décideurs. Leur crédibilité repose sur leur habileté à faire adopter par les médias un cadrage adapté à leurs aspirations. Comment se fait le travail de construction de la légitimité de ces mouvements? Comment évaluer leur capacité à imposer la « normalité de la différence »? Les réseaux sociaux qui facilitent l'action collective permettent-ils d'élargir la bulle politico-médiatique en tenant compte d'une variété plus grande d'identités sexuelles?

Les conflits entre les genres: Affaires de nature sexuelle, scandales, espionnage et instrumentalisation : les conflits opposant les genres dans lesquels sont impliqués des personnages politiques subissent souvent un traitement stéréotypé qui met en évidence les hiérarchies de l'univers politico-médiatique. Dans ces affaires où la variété des identités sexuelles est largement illustrée, est-il possible de faire coexister des cadrages juridiques, sociaux et politiques? Quels angles les médias utilisent-ils pour rapporter ces conflits et quels sont les processus et les filtres médiatiques à l'œuvre?



Panel 1 : À La conquête du pouvoir : l'image des femmes dans les moments-clés de la vie politique.

*28 mai 9h00-10h30*

- Sandrine Lévêque (Université Paris I) et Frédérique Matonti (Université Paris I)  
Mère, fille, femme, concubine ou Présidente? L'institution présidentielle française et l'épreuve des rôles genrés (2007-2012)
- Isabelle Garcin-Marrou (Institut d'études politiques de Lyon)  
Une femme, un-ministre de la Justice : genre et pouvoir dans les discours de la presse française
- Frédéric Boily (Université de l'Alberta)  
La droite à visage féminin : le cas de l'Alberta
- Josette Brun (Université Laval)  
Entre silence et célébration : Châtelaine et l'élection de Pauline Marois

**Présidence** : Anne-Marie Gingras (UQAM)

**Commentaire** : Manon Tremblay (Université d'Ottawa)

Panel 2 : Représentations médiatiques dans les luttes institutionnelles

*28 mai 11h00-12h30*

- Virginie Julliard (Université de technologie de Compiègne, Laboratoire COSTECH)  
Les représentations médiatiques des féministes françaises à l'occasion des débats sur la parité
- Nassera Merah (Université Paris 8)  
L'arrivée des femmes au Parlement algérien dans la presse comme révélateur des tensions sociétales autour du pouvoir
- Mireille Lalancette (Université du Québec à Trois-Rivières), Catherine Lemarier-Saulnier (Université Laval) et Alex Drouin (Université Laval)  
Fit for the job? Les femmes politiques à travers le filtre médiatique. Une relation trouble au genre.

**Présidence** : Manon Tremblay (Université d'Ottawa)

**Commentaire** : Isabelle Garcin-Marrou (Institut d'études politiques de Lyon)

Panel 3 : Représentations médiatiques et comportements publics/privés.

*28 mai 14h00-15h30*

- Aurélie Campana (Université Laval)  
Du silence à la sur-médiatisation. Analyse comparée des représentations médiatiques des femmes kamikazes dans les médias francophones, anglophones et russophones
- Tania Gosselin (UQAM) et Allison Harell (UQAM)  
Les émotions, le genre et le traitement de l'information
- Isabelle Gusse (UQAM)  
La Fédération des femmes du Québec, la presse écrite et les communications : une relation sous le signe de l'ambivalence
- Chiara Piazzesi (UQAM)  
L'amour, les genres et les médias : analyse critique d'une opération culturelle

**Présidence** : Frédéric Boily (Université de l'Alberta)

**Commentaire** : Sandrine Lévêque (Université Paris I) et Frédérique Matonti (Université Paris I)

Panel 4 : Sexualité et violence

*28 mai 16h00-17h30*

- Philippe Gonzalez (Institut des sciences sociales de Lausanne) et Fabienne Malbois (Institut des sciences sociales de Lausanne)  
La sexualité du politique révélée : l'affaire DSK et ses publics
- Sarah Jacob-Wagner (Université Laval)  
Privé/public : la presse écrite et les affaires DSK

**Présidence** : Aurélie Campana (Université Laval)

**Commentaire** : Anne-Marie Gingras (UQAM)

### ATELIER 3 : Trois modèles de capitalisme et l'avenir de la social-démocratie

#### **RESPONSABLES : Jean-Patrick Brady (ÉNAP) et Stéphane Paquin (ÉNAP)**

Les effets de la mondialisation sur l'État ont été l'objet de nombreuses études depuis la fin des années 1960. Pour la majorité des auteurs, la mondialisation et les politiques publiques sont deux notions antagoniques: l'action de l'État se produit dans un cadre territorial délimité alors que la mondialisation est par définition un phénomène qui se produit au-delà des frontières. La mondialisation a diminué la capacité d'intervention de l'État, et ce dernier est de plus en plus contraint à adopter des politiques issues du registre néolibéral.

Depuis que R. N. Cooper a popularisé le concept d'interdépendance économique en 1968, l'essentiel des travaux sur la mondialisation insiste sur la vulnérabilité croissante de l'État face la mondialisation. Dès 1969, C. Kindleberger affirmait : « L'État-nation comme entité économique tire presque à sa fin. » Dans les années 1980, le sociologue D. Bell écrivait : « The national state has become too small for the big problems in life and too big for the small problems of life. » En 1996, K. Ohmae prophétisait pour sa part la fin de l'État-nation et la montée des États-régions, alors que, peu de temps après, J. Mulvale soutenait : « The growing reach of global capital brought an end to the social-democratic welfare state project. » Enfin, pour T. Friedman, « the world is flat », ce qui transforme complètement les affaires mondiales. Selon lui, l'État doit s'adapter rapidement à l'économie mondiale et notamment à la concurrence asiatique et aux délocalisations. Or, d'autres chercheurs parlent plutôt de la résistance des États ou du retour de l'État. Ceux qui soutiennent que la mondialisation annonce la fin de l'État négligent souvent d'identifier les mécanismes par lesquels elle affecte la capacité de l'État et, ce faisant, ils exagèrent indument ses effets. De plus, les preuves empiriques ne confirment pas l'hypothèse de la convergence néolibérale, mais montrent plutôt la persistance des modèles de capitalisme. D'après Bruno Amable, il persiste en Occident quatre modèles de capitalisme : 1) le modèle néolibéral (États-Unis, Canada, Grande-Bretagne) ; 2) le modèle méditerranéen (Italie, Espagne) ; 3) le modèle continental (Allemagne, France) ; 4) le modèle social-démocrate (Suède, Danemark, Finlande).

Selon plusieurs experts, la Suède, le Danemark et la Finlande ont même prouvé sans équivoque que la thèse sur l'inéluctabilité du déclin des modèles sociaux est fautive et que les petits États interventionnistes peuvent s'adapter dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle. Alors qu'ils étaient en déroute au début des années 1990, ces trois pays ont rebondi pour devenir des modèles de référence. Leur principale réussite a été de trouver le moyen d'assurer une grande sécurité aux individus grâce à des politiques sociales importantes et dirigistes, tout en donnant la flexibilité nécessaire aux entreprises et à l'économie : la flexsécurité. Ils ont également réussi à augmenter la productivité de l'État. L'objectif de cette rencontre organisée par la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée (CRÉPIC) de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) est de présenter des communications portant sur les modèles de capitalisme qui existent ainsi que sur des comparaisons entre ces modèles et le Québec.

Panel 1 : Les modèles de capitalisme et l'avenir de la social-démocratie I

27 mai 9h00-10h30

- Pier-Luc Lévesque (ÉNAP)  
Vers une reproduction de la politique pétrolière norvégienne au Québec
- Olivier Bégin-Caouette (University of Toronto)  
La voix/voie sociale-démocrate dans la mondialisation universitaire: elle existe!

- Jean-Patrick Brady (ÉNAP)  
Les modèles de capitalisme : Dettes et dépenses publiques

**Commentaire:** Stéphane Paquin (ÉNAP)

Panel 2 : Les modèles de capitalisme et l'avenir de la social-démocratie II

*27 mai 11h00-12h30*

- Claude Dostie (ÉNAP)  
La crise financière et les modèles (réglementaires) de capitalisme
- Marie Langevin (Université d'Ottawa)  
Les modèles de capitalisme et l'extension financière. Le cas péruvien
- Pierre Verjans (Université de Liège)  
Le modèle social belge

**Commentaire :** Stéphane Paquin (ÉNAP)

## ATELIER 4 : Les origines sociales et historiques des conflits politiques. Repenser les formes de pouvoir et de résistance

**RESPONSABLES : Leila Celis (Université d'Ottawa) et Louis-Philippe Lavallée (McGill)**

L'étude du pouvoir et des différents types de résistances qu'il suscite sont au centre de la science politique. Depuis la parution de *Social Origins of Dictatorship and Democracy* (1966) par Barrington Moore, les débats au sein des théories marxistes, wébériennes et institutionnalistes ont démontré toute l'importance de rendre compte des rôles des agents dans les processus de transformation sociohistorique.

Comment penser les changements institutionnels de long durée dans les régimes politiques? Quels acteurs participent au changement social? Quelles sont les causes sociohistoriques de la violence politique et des conflits sociaux? Comment penser les formes de domination et d'exploitation, de même que de résistance? Quelles sont les catégories d'analyse qui nous permettent de mieux comprendre ces relations de pouvoir?

En participant aux débats d'intérêt interdisciplinaire – à la croisée de la théorie politique, de la sociologie et de l'histoire – les chercheurs intervenant à cet atelier présentent des avenues de recherche novatrices pour l'analyse des sujets tels que les processus de formation étatique, de construction d'empire, de développement du nationalisme et du capitalisme, de même que sur l'étude des formes de résistance et des mouvements sociaux contemporains.

**Mot d'introduction :** Frédéric-Guillaume Dufour (UQAM)

Panel 1 : Enjeux théoriques : les contributions de la sociologie historique

27 mai 9h00-10h30

- Michel-Philippe Robitaille (UQAM)  
Démocratie et révolutions: processus contingents ou co-constitutifs?
- Vincent Corbeil (UQAM)  
Comprendre la démocratisation à la lumière du développement sociohistorique de l'État chinois
- Nancy Turgeon (Sussex University)  
Le fardeau de la sociologie historique : l'héritage du narratif du «Rise of the West» dans l'étude du monde non-occidental
- Jonathan Martineau (Concordia)  
Capitalisme et temporalité: le mode d'appropriation par le marché et le temps-horloge

**Présidence et commentaire:** Frantz Gheller (York University)

Panel 2 : Transformation socio-historiques en Amérique : Haïti et le Canada

*27 mai 11h00-12h30*

- Frantz Gheller (York University)  
L'expansion européenne en Amérique du Nord et ses multiples trajectoires: le cas de la Nouvelle-France
- Guillaume Durou (UQAM)  
Le Bas-Canada agricole 1790-1870 : esquisse d'une transition rurale au capitalisme
- Louis-Philippe Lavallée (McGill University)  
L'acte de 1854 et la transformation des relations de propriété au Québec
- Joel Casséus (UQAM)  
Piquets et Cacos au sein de la postcolonie haïtienne : absolutisme et libération nationale

**Présidence et commentaire:** Nancy Turgeon (Sussex University)

Panel 3 : Résistances sociales et modèles de domination

*27 mai 14h00-15h30*

- Thomas Chiasson-LeBel (York University)  
Les rapports de classes dans le socialisme bolivarien du XXI<sup>e</sup> siècle au Venezuela
- Philippe Hurteau, Université (Université d'Ottawa)  
Blanqui et l'insurrection: la barricade comme espace politique »
- Xavier Lafrance (York University)  
Transformation des relations sociales de propriété et mouvements sociaux sous la III<sup>e</sup> République française

**Présidence et commentaire :** Leila Celis (Université d'Ottawa)

Panel 4 : Pouvoir et contestations en Amérique latine

*27 mai 16h00-17h30*

- Philippe Dufort (University of Cambridge)  
Les stratégies contre-insurrectionnelles colombiennes: rapports de force, société et droits humains
- Leila Celis (Université d'Ottawa)  
La défense des droits humains comme mécanisme de résistance politique : radicalisation ou institutionnalisation ?
- Marc-André Anzueto (UQAM)  
Les entrepreneurs de normes versus l'entrepreneurship de la violence dans le Guatemala post-conflit : état des lieux

**Présidence et commentaire:** Louis-Philippe Lavallée (McGill University)

## ATELIER 5 : Autorité, obéissance, résistance et désobéissance : perspectives des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

**RESPONSABLES : Sophie Bourgault (Université d'Ottawa) et Julie Daigle (Université d'Ottawa)**

Siècles maudits de l'impérialisme, du totalitarisme, des grandes guerres et du fascisme, les XIX<sup>e</sup> & XX<sup>e</sup> siècles ont certes mené à de riches réflexions sur la nature de l'autorité et les dangers d'une obéissance aveugle, non réfléchie. Certains, comme Hannah Arendt, ont soutenu la thèse d'une crise ou d'une défaillance de l'autorité et nous ont encouragées à réfléchir sur le sens donné à ce concept. D'autres ont plutôt suggéré que l'autorité doit être réactivée et ont ainsi entamé une réflexion plus large sur la justice et sur la justesse des rapports de commandement et d'obéissance. Et enfin, plusieurs ont insisté sur le rôle et la légitimité d'une contestation constante de l'autorité, sur la nécessité de formes plurielles de résistance.

Ce sont ces positions d'apparences contrastées que nous aimerions faire discuter entre elles dans le cadre de notre atelier. Les échanges pourront porter sur la nature et la légitimité de l'autorité, du pouvoir et des régimes politiques, les rapports de commandement et d'obéissance, le recours à la force, la contrainte et la violence, les différentes sources d'autorité, et enfin, la liberté et la désobéissance individuelle. Nous aimerions profiter de ce panel pour confronter, comparer ou tout simplement discuter des positions d'auteurs connus et moins connus des derniers siècles sur ces questions. Henry David Thoreau, Mohandas K. Gandhi, Simone Weil, Hannah Arendt, Franz Fanon, H.-G. Gadamer, Albert Camus, Michel Foucault, Chantal Mouffe, Jacques Rancière nous viennent à l'esprit, mais nous serions aussi ravies de recevoir des propositions concernant des penseurs de l'ombre, provenant de chercheurs et chercheuses de tous les domaines pouvant s'intéresser à ces questions.

Panel 1 : Fondations de l'autorité et possibilités de résistance

*28 mai 9h00-10h30*

- Guillaume Sauvé (Sciences Po, CERI)  
Démocratiser le peuple : politique et morale dans la perestroïka soviétique
- Sophie Bourgault (Université d'Ottawa)  
Le silence et le politique
- Juliette Fontaine (Paris 1 Panthéon-Sorbonne)  
Obéissance, désobéissance et résistance des dépositaires de l'autorité : le cas des instituteurs sous Vichy

**Présidence** : Julie Daigle (Université d'Ottawa)

**Commentaire** : Julie Paquette (Université de Montréal)



Panel 2 : Citoyenneté, autorité et l'État-nation  
28 mai 11h00-12h30

- Åsbjørn Melkevik (Université Laval)  
L'élitisme et le mépris du citoyen : réflexion sur le phénomène d'autorité chez Mosca et Pareto
- Francis Moreault (Université de Montréal)  
L'État-nation a-t-il épuisé ses promesses? Réflexions sur les formes politiques chez Pierre Manent

**Présidence** : Sophie Bourgault (Université d'Ottawa)

**Commentaire** : Manuel Cervera-Marzal (Université Libre de Bruxelles & Université Paris-Diderot)

Panel 3 : Légitimité et pluralité des formes d'obéissance et de désobéissance  
28 mai 14h00-15h30

- Manuel Cervera-Marzal (Université Libre de Bruxelles et Université Paris-Diderot)  
Les désobéissants civils doivent-ils justifier leurs actions ? Petite histoire de la pensée désobéissante
- Pascale Devette (Université d'Ottawa)  
Révolte, mesure et liberté chez Camus et Weil
- Julie Paquette (Université de Montréal)  
La modalité d'abjuration chez Pier Paolo Pasolini : le sens du refus et de la dialectique binaire à l'ère du néo-fascisme

**Présidence** : Sophie Bourgault (Université d'Ottawa)

**Commentaire** : Julie Daigle (Université d'Ottawa)

Panel 4 : Résistance et passivité radicale  
28 mai 16h00-17h30

- Julie Daigle (Université d'Ottawa)  
Vertus de l'obéissance et de la résistance : Simone Weil et le legs d'Alain.
- Sylvain Bérubé (Université d'Ottawa)  
Le rôle de l'esthétique dans la politisation des actes de résistance dans *La mésentente* de Rancière
- Philippe Corcuff (Institut d'Études Politiques Lyon)  
Contradiction capital/individualité, frustrations relatives et imaginaires utopiques : résistances et émancipation au sein du néo-capitalisme

**Présidence** : Sophie Bourgault (Université Ottawa)

**Commentaire** : Pascale Devette (Université d'Ottawa)

## ATELIER 6 : Traces et effets politiques du printemps québécois

**RESPONSABLES : Catherine Huart (UQAM) et Charles Deslandes (Université d'Ottawa)**

Les mobilisations étudiantes que le Québec a connues le printemps dernier ont soulevé des questions de fond dépassant largement celle des frais de scolarité. Bien que cet enjeu a été fondamental dans ce printemps québécois ou « érable », quelque chose de plus a surgi : un « excès » qui a rendu visible (ou dévoilé) la mésestimation constitutive de l'ordre politique. Cet « excès », aspect expressif des mobilisations, doit être pensé et analysé. S'il fut « éphémère », il ne fut pas sans effets. Ces effets ne se situent cependant pas tant au niveau de la prise de décision gouvernementale ou institutionnelle que sur le plan, beaucoup plus profond et politique, des luttes pour le sens (du social). Par des approches en termes de relations hégémoniques, de luttes idéologiques, de mises en récit, de représentations sociales, d'imaginaires sociaux et politiques ou d'analyse de discours (économique, de la démocratie, de la mobilisation, de la violence, etc.), ce panel cherche à traiter de ces effets politiques ainsi engendrés par cette *interpellation plébéienne*. Effets politiques d'un « instant » où la prétention mensongère de l'ordre à la totalité fut dévoilée. Un instant qui ne peut faire autrement que de laisser des traces.

Panel 1 : Considérations théoriques pour l'analyse des mobilisations étudiantes

27 mai 9h00-10h30

- Ricardo Penafiel (Université de Montréal)  
Le dévoilement du versant autoritaire des gouvernements « représentatifs » par l'exercice de la citoyenneté
- Amine Brahimi (UQAM)  
Interpellation plébéienne et marxisme historiciste : pour une interprétation croisée du « printemps érable ».

**Présidence :** Charles Deslandes (Université d'Ottawa)

**Commentaire :** Thomas Chiasson-Lebel (York University)

Panel 2 : Analyses empiriques du printemps québécois 1 – Praxis

27 mai 11h00-12h30

- David Sanschagrín (UQAM)  
L'incapacité des revendications étudiantes à percer le mur des structures institutionnelles et de l'« opinion publique »
- Mathieu Cousineau Degarie (UQAM)  
Les quatre visages paradoxaux du porte-parole
- Martin Hébert (Université Laval)  
La judiciarisation des luttes étudiantes : l'éducation comme enjeu de luttes de sens

**Présidence :** René Delvaux (UQAM)

**Commentaire :** Chiara Piazzesi (UQAM)

Panel 3 : Analyses empiriques du Printemps Québécois 2 – Discours

*27 mai 14h00-15h30*

- René Delvaux (UQAM)  
Les visages multiples de l'autorité policière : portraits de la résistance dans le sens commun
- Catherine Huart (UQAM)  
Captation et subversion d'énoncés de droits fondamentaux face à la subjectivation politique
- Charles Deslandes (Université d'Ottawa)  
Souveraineté et souverain. Coup de force (anti)démocratique

**Présidence** : Ricardo Penafiel (Université de Montréal)

**Commentaire** : Dalie Giroux (Université d'Ottawa)

Panel 4 : Considérations philosophiques pour l'analyse du politique

*27 mai 16h00-17h30*

- Valérie Dubé (Sherbrooke) et Véronique Grenier (Sherbrooke)  
Du politique à l'éthique : l'action citoyenne comme transcendance du soi politique?
- Chiara Piazzesi (UQAM)  
Que signifie transformer un imaginaire politique ?
- Vanessa Molina (Université d'Ottawa)  
Le bruit des manifestations : vacarme qui fait réfléchir

**Présidence** : Catherine Huart (UQAM)

**Commentaire** : Jade Bourdages (Université d'Ottawa)

## ATELIER 7 : L'entreprise comme acteur politique

### **RESPONSABLE : Corinne Gendron (UQAM)**

L'autonomie des agents économiques repose sur une rationalité fonctionnelle qui doit se déployer dans le cadre d'un projet de société élaboré au niveau politique. Au cours des dernières décennies néanmoins, cette autonomie se joue sur un nouveau registre. Si on peut avancer qu'à travers ses activités de production et son organisation, l'entreprise a toujours participé à la structuration et à l'orientation de la société, c'est aujourd'hui un rôle formel d'acteur politique qui se dessine, tant par la reconnaissance qui lui est proposée dans les différents forums internationaux qu'à travers l'idéal d' « entreprise citoyenne » qui est forgé au sein du mouvement de la responsabilité sociale corporative. Cette tendance mérite qu'on s'y attarde afin de saisir les implications d'une entreprise qui agit et est conçue comme acteur politique en regard d'une visée démocratique.

Panel 1 : Quelle entreprise pour penser l'activité économique en démocratie

*27 mai 11h00-12h30*

- Alice Friser (UQAM)  
L'entreprise : quelles conceptualisations dans la littérature classique?
- Maxime Boucher (Université de Montréal)  
La structure de propriété des firmes et la médiation des intérêts économiques dans les démocraties avancées
- Marie-Ève Desormeaux (HEC)  
La citoyenneté corporative

**Présidence:** Sylvain Lefevre (UQAM)

**Commentaire:** Marie-Luc Arpin (UQAM)

Panel 2: l'entreprise au confluent des rationalités

*27 mai 14h00-15h30*

- Marie-Luc Arpin (UQAM)  
L'entreprise : une rationalité technique au service du progrès
- Corinne Gendron (UQAM)  
De l'entreprise citoyenne à l'institution sociale : penser la grande entreprise dans les démocraties modernes avancées

**Présidence:** Alice Friser (HEC)

**Commentaire:** Maxime Boucher (Université de Montréal)

## ATELIER 8 : Militarisme et militarisation au Canada et au Québec

**RESPONSABLES : Jérémie Cornut (McGill University) et François Audet (ESG-UQAM)**

Le Canada a la réputation d'être un « paisible royaume » et la primauté du pouvoir civil sur le pouvoir militaire est définitivement acquise. Il y a toutefois une indéniable tradition militaire canadienne qui remonte à l'époque de la colonisation et des guerres impériales britanniques. Par ailleurs, dans la foulée de la guerre en Afghanistan, la société civile canadienne connaît une militarisation croissante. Ainsi, dans l'espace public, les symboles militaristes sont de plus en plus visibles (billet de 20\$, nouveau passeport canadien etc.), tandis que les célébrations collectives pour rendre hommage aux militaires prennent une place grandissante (Jour du Souvenir, célébration de la guerre de 1812 etc.). Cet atelier revient sur le militarisme et la militarisation au Canada et au Québec. Il s'agira ainsi de répondre aux questions suivantes : par quels vecteurs la société canadienne est-elle militarisée ? Quelle place le passé militaire du Canada a-t-il dans la mémoire collective ? Comment théoriser la militarisation ? Quel est son impact sur les actions et l'image du gouvernement canadien à l'étranger ? Comment se traduit cette militarisation dans la politique étrangère et l'aide canadienne au développement ? Qui la promeut, et qui s'y oppose ? Quel est le rôle de l'État canadien ? La société québécoise y échappe-t-elle ? Un processus similaire est-il observable dans d'autres pays ?

Panel 1 : La militarisation et le militarisme au Canada et au Québec : un état des lieux

*28 mai 9h00-10h30*

- Justin Massie (Université d'Ottawa) et Jean-Christophe Boucher (Dalhousie)  
Militariste et anti-interventionniste : le paradoxe de l'opinion publique québécoise face à la guerre en Afghanistan
- Mathieu Landriault (Université d'Ottawa)  
Les médias canadiens et la militarisation arctique
- David Morin (Sherbrooke)  
Le Québec face aux guerres de Stephen Harper
- François Audet (UQAM)  
Militarisation de l'aide canadienne
- Stéphane Roussel (ENAP) et Manuel Soulié (UQAM)  
Je me souviens? L'histoire et la culture stratégique d'une société a-militaire.

**Commentaire :** Claire Turenne-Sjolander (Université d'Ottawa)

Panel 2 : La militarisation et le militarisme au Canada et au Québec : processus constitutifs

28 mai 11h00-12h30

- Oscar Mejía Mesa (Université Laval)  
L'identité nationale canadienne: d'Athènes à Lacédémone
- Jérémie Cornut (McGill University) et Claire Turenne-Sjolander (Université d'Ottawa)  
Militariser les femmes au Canada. Le cas des mères de soldats
- Isabelle Gusse (UQAM)  
La communication publicitaire de l'armée canadienne dans les années 2000 : mythologie du progrès technique et humain
- David Grondin (Université d'Ottawa)  
L'étude des objets, espaces et sites de sécurité de la vie quotidienne: enquête sur la militarisation de la vie (nord) américaine par le biais de la culture populaire

**Commentaire :** David Meren (Université de Montréal)

## ATELIER 9 : Un antidote au despotisme démocratique: les élites et l'art libéral de gouverner

### **RESPONSABLE : Benoît Morissette (UdeM)**

La pensée libérale contemporaine se consacre à l'élaboration de critères normatifs permettant de juger les décisions publiques. Cette tangente rompt avec la tradition libérale moderne, préoccupée par la sauvegarde des libertés dans les sociétés démocratiques. La participation politique des élites était alors comprise comme un rempart face à l'émergence d'un despotisme démocratique. L'occultation de cet enjeu par le libéralisme contemporain n'est pas innocente : en évoquant la reproduction sociale des élites, le libéralisme se révèle comme une réflexion sur les « arts de gouverner » plutôt qu'une philosophie fondée sur un ordre de principes fondamentaux. Ce panel veut mettre en exergue, par la présentation de trois cas, cette préoccupation occultée, mais constitutive du libéralisme, de la reproduction des élites politiques par les institutions sociales. Qu'on se réfère aux débats sur la reconnaissance des pouvoirs locaux chez Constant, Tocqueville et Mill, au rôle des institutions délibératives dans la formation du caractère des élites politiques dans la pensée de Max Weber, ou au circuit de diffusion des idées politiques (*Marketplace of ideas*) des « second-hand dealers of ideas » pour Hayek, il apparaît évident que le libéralisme réserve aux élites un rôle indispensable dans les démocraties modernes.

#### Panel 1

27 mai 14h00-15h30

- Benoît Morissette (Université de Montréal)  
Reconnaître les esprits les meilleurs: la fonction élitiste des gouvernements locaux dans le libéralisme classique
- Louis-Philippe Vien (Université de Montréal)  
L'élitisme libéral de Max Weber: du rôle des institutions dans la formation des chefs politiques
- Martin Beddeleem (Université de Montréal)  
Artisans du noble mensonge ou croisés du libéralisme? Les ambiguïtés volontaires des intellectuels dans la doctrine néo-libérale

**Commentaire :** Augustin Simard (Université de Montréal)

#### Panel 2

27 mai 16h00-17h30

- Olivia Leboyer (Institut d'Études Politiques de Paris)  
Le souci de l'Élite chez les libéraux. François Guizot, Friedrich A. Hayek et John Rawls : trois regards sur la démocratie
- Éléna Choquette (Université de Montréal)  
Quelle raison et quelle justice pour les conservateurs?
- Alexandre Riccio (UQAM)  
Aliénation, réification et pathologies dans la conceptualisation de la contestation du « printemps érable ».

**Commentaire :** Augustin Simard (Université de Montréal)

## ATELIER 10 : La politique est-elle la continuation de la guerre par d'autres moyens? Perspectives foucaaldiennes sur le complexe autorité-légitimité-pouvoir

**RESPONSABLES : François-Xavier Plasse-Couture (University of Hawaii) et Philippe Beaulieu B. (University of St-Andrews)**

Ce panel vise à mettre en dialogue une variété de perspectives foucaaldiennes afin de saisir les mutations du pouvoir et de son application dans le contexte mondial actuel. Printemps arabe, polarisation des régimes politiques européens et américains suite à la crise économique néolibérale et mouvement sans précédent de contestation étudiante au Québec : diverses forces issues des appareils d'État, de la société civile, ou appartenant à des mouvements transnationaux s'affrontent afin de redéfinir l'ordre politique en place. Peut-on opposer les masses aux élites dans notre compréhension de ces événements? Nous proposons ici de suivre le conseil de Foucault d'abandonner une conception du pouvoir rattaché aux élites politiques. Ce panel s'interroge plutôt sur les transformations des dynamiques du micro-pouvoir qui sont inhérentes au soutien de tout ordre politique. Pouvons-nous situer les luttes contemporaines à travers un changement de conceptualisation de la « société » – non pas comme l'institutionnalisation des normes et de la culture à travers des relations pacifiques entre les sujets raisonnants librement – mais comme le résultat de relations où des tactiques (pouvoir disciplinaire) et des stratégies (biopouvoir) organisent le politique?

Panel 1

*27 mai 9h00-10h30*

- François-Xavier Plasse-Couture (Hawaii)  
Indolence active: l'économie néolibérale de la violence en Israël et dans les Territoires Occupés
- Philippe Beaulieu-B. (University of St-Andrews)  
Foucault, les intellectuels et le débat public : analyse de la production synchronisée du savoir des universitaires et des officiels avant et après « l'axe du mal » aux États-Unis
- Philippe Fournier (UQAM)  
Foucault à l'ère de la crise financière
- Antoine Trussart (Université de Montréal)  
Le pouvoir selon Michel Foucault: le cas de la grève étudiante de 2012

**Présidence et commentaire :** David Grondin (Université d'Ottawa)



## ATELIER 11 : Politiques publiques, diffusion et gouvernance multi-niveaux

**RESPONSABLES : Jane Jenson (Université de Montréal) et Martin Papillon (Université d'Ottawa)**

Souvent la diffusion des politiques publiques est saisie uniquement dans sa version « coercitive », avec l'accent sur le rôle des organisations internationales. Ce panel aborderait les rôles multiples que les acteurs – à tous les niveaux – peuvent jouer pour façonner ou non une diffusion à leur gré. Des fois la coercition est réelle. Des fois les acteurs interviennent comme « apprentis » dans un processus d'apprentissage. Des fois les acteurs participent à la mise en place de normes communes mais avec mise en application différente d'après leur situation. Et des fois les acteurs aux niveaux différents (internationaux et nationaux) agissent ensemble pour diffuser une politique publique ou un instrument vers un tiers. Les communications abordent et examinent au moins une de ces possibilités.

Panel 1 Les acteurs de la gouvernance multi-niveaux : les cas canadiens

*28 mai 9h00-10h30*

- Maxime Boucher (Université de Montréal)  
Les stratégies de lobbying multi-niveaux au Canada : un phénomène en pleine croissance?
- Christopher Cooper (Université de Montréal)  
Impediment or Facilitator? The Effects of Federalism on Social Learning
- Jean-Philippe Gauvin (Université de Montréal)  
Fédéralisme et performance des politiques publiques: que dire de la collaboration intergouvernementale?
- Martin Papillon (Université d'Ottawa)  
Dynamiques verticales et horizontales dans la diffusion des politiques publiques en contexte fédéral: le cas de l'obligation de consulter les peuples autochtones au Canada

**Commentaire : Éric Montpetit (Université de Montréal)**

Panel 2 Les acteurs de la gouvernance multi-niveaux : les cas de l'Amérique latine

*28 mai 11h00-12h30*

- Nordin Lazreg (Université de Montréal)  
Diffusion de la sécurité citoyenne, jeux d'échelles et transformation du secteur de la sécurité publique en Amérique latine
- Nora Nagels (Université de Montréal)  
Quelle diffusion des programmes de transferts conditionnés au Pérou et en Bolivie ?

- Alejandro Angel Tapias (Université de Montréal)  
Rendements croissants dans la diffusion des politiques publiques : le rôle des organisations internationales dans la propagation de la TVA

**Commentaire :** Jane Jenson (Université de Montréal)

Panel 3 : La citoyenneté inclusive peut-elle exister sans une politique de logement équitable ? Regards croisés Canada-France

*28 mai 14h00-15h30*

- Maroine Bendaoud (Université de Montréal)  
Les modifications des politiques de logement social au Canada. Quelles conséquences pour la citoyenneté ? Les cas québécois et ontarien
- Fabien Desage (Université Lille 2)  
Des politiques du logement social qui excluent ? La production institutionnelle de la ségrégation
- Alison Smith (Université de Montréal)  
Les politiques de logement à Montréal et à Vancouver. Quel soutien à la participation démocratique?

**Commentaire :** Sylvain Lefèvre (UQAM)

## ATELIER 12 : La contestation des élites, moteur de changements institutionnels en Amérique Latine ?

**RESPONSABLE : Maïka Sondarjée (Université de Montréal)**

L'Amérique Latine a parcouru plusieurs changements au cours des trente dernières années, tant sur le plan politique (transitions démocratiques) qu'économique (libre-marché puis virage à gauche). Ces changements se situent au niveau des institutions, formelles ou informelles. Ce panel explore donc la pertinence de considérer la contestation des élites, pris dans sa définition large, comme moteur de ces changements institutionnels. La première communication porte sur la transformation du *Partido dos Trabalhadores* (PT) au Brésil depuis la fin du régime militaire en 1985, en interprétant son institutionnalisation et ses conséquences sur le rôle politique et social du parti dans le pays. La seconde aborde l'héritage de Salvador Allende dans le Chili contemporain, à travers la lentille de l'institutionnalisme sociologique; quel est l'héritage de l'*Allendismo* 40 ans plus tard? La troisième communication analyse les effets de l'inclusion des mouvements indigènes sur la démocratie en Bolivie, caractérisée par le populisme et les revendications identitaires d'Evo Morales. La dernière argumente qu'au contraire de la thèse de Peter Hall (1993), la région passe par des changements paradigmatiques qui, par la suite, déclenchent des changements institutionnels mineurs. Les changements de politiques ne sont donc pas cumulatifs; le modèle duquel ils découlent débute par un changement de paradigme, puis, conséquemment, les instruments et les stratégies politiques doivent être ajustés.

Panel 1

27 mai 14h00-15h30

- Marie-Ève St-Onge (Université de Montréal)  
L'institutionnalisation du Parti des travailleurs au Brésil
- Maïka Sondarjée (Université de Montréal)  
40 ans plus tard : l'héritage de Salvador Allende dans le Chili contemporain
- Alejandro Angel Tapias (Université de Montréal)  
De l'ISI au néolibéralisme en Amérique latine : changement de politiques et ses explications

**Présidence et commentaire :** Françoise Montambeault (Université de Montréal)

## ATELIER 13 : Politique québécoise et canadienne

### Panel 1

*28 mai 9h00-10h30*

- Maxime Héroux-Legault (Toronto)  
La variation régionale de l'idéologie au Canada
- Jean-Olivier Roy (Université Laval)  
Démocratie et exercice du pouvoir dans les communautés autochtones

**Commentaire** : Luc Turgeon (Université d'Ottawa)

### Panel 2

*28 mai 11h00-12h30*

- Charles Tessier (Université Laval)  
Comment bâtir un échantillon représentatif dans le cadre d'une recherche quasi-expérimentale : le cas de Vote au Pluriel-Québec
- Luc Turgeon (Université d'Ottawa)  
Attitudes envers les minorités ethniques au Québec : portrait et analyses des variations régionales
- Alice Friser (UQAM)  
Quel développement pour demain? Le point de vue des élus québécois sur le partage du pouvoir de l'État

**Commentaire** : Frédéric Bastien (Université de Montréal)

## ATELIER 14 : Comportements et systèmes électoraux

### Panel 1

*28 mai 14h00-15h30*

- Jérôme Couture (Université Laval)  
Vote à vendre ! Le cycle électoral des dépenses et de la taxation comme explication de la réélection des candidats sortants aux élections municipales québécoises de 2009.
- Alexandre Morin-Chassé (Université de Montréal) et James Fowler (San Diego)  
Comment bien communiquer la recherche en génopolitique? Résultats d'une expérience web

**Commentaire** : André Blais (Université de Montréal)

### Panel 2

*28 mai 16h00-17h30*

- Simon Labbé St-Vincent (McGill University), Benoît Pilet (Université Libre de Bruxelles) et André Blais (Université de Montréal)  
Where is the Electoral Sweet Spot?
- Benjamin Ferland (McGill University)  
Comment les systèmes électoraux pluralitaires favorisent la congruence idéologique entre les citoyens et leurs gouvernements?
- Adel Dellagi (Université de Fribourg)  
Démocratie directe en Suisse : Analyse d'une dépolitisation par la pratique référendaire

**Commentaire** : Jean-François Godbout (Université de Montréal)

## ATELIER 15 : Multiculturalisme, diversité et inclusion

Panel 1

*28 mai 11h00-12h30*

- Teresa Cappiali (Université de Montréal)  
Local Opportunity Structure and Accommodation of Immigrant Organizations in Three Northern Italian Cities
- Sule Bayrak Tomkinson (Université de Montréal)  
La reproduction, la prolifération et la perpétuation du discours du “faux réfugié” dans les politiques d’immigration du Canada
- Alexandre Couture Gagnon (ÉNAP) et Maude Marquis Bissonnette (ÉNAP)  
Isolation culturelle : le cas des Amish aux États-Unis et des juifs hassidiques au Canada

**Commentaire** : Fabien Desage (Université Lille 2)

## ATELIER 16 : Engagement politique et militant

Panel 1

*28 mai 9h00-10h30*

- Marie Laperrière (Université de Montréal)  
Inclusion et diversité : les transformations du mouvement féministe québécois dans le cadre de la marche mondiale des femmes
- Sylvain Lefèvre (UQAM)  
Changer le monde pour 12 dollars de l’heure. Le rapport à l’engagement des collecteurs de fonds pour ONG dans les rues de Montréal
- Valérie-Anne Mahéo (McGill University)  
L’impact des réseaux sociaux sur les inégalités de participations politiques
- Ian Parenteau (Collège militaire St-Jean)  
Retour sur les origines structurelles et idéologiques de l’altermondialisme

**Commentaire** : Pascale Dufour (Université de Montréal)

## **ATELIER 17 : Participation citoyenne et consultations publiques**

Panel 1

*28 mai 14h00-15h30*

- Isabelle Lacroix (Sherbrooke) et Eugénie Dostie-Goulet (Sherbrooke)  
Participation décisionnelle et pouvoir citoyen
- Stéphanie Yates (UQAM) et Myriam Arbour (UQAM)  
Acceptabilité sociale des grands projets : la remise en cause des processus de consultation institutionnalisés
- Lyne Latulippe (UQAM)  
Les consultations dites « publiques » en matière de politique fiscale

**Commentaire** : Laurence Bherer (Université de Montréal)

## **ATELIER 18 : Le printemps arabe**

Panel 1

*27 mai 9h00-10h30*

- Hamid El Amouri (Université Mohammed V, Rabat, Maroc)  
La recomposition du champ politique marocain à la lumière du printemps arabe: effets et limites des contestations populaires
- Abdelhakim Sami (Lyon 2)  
La transformation du paysage partisan dans le monde arabe : vers la montée des partis islamistes depuis le printemps arabe
- Abdennacer El Ibrahimi (Maroc)  
Amazighité et contestation au Maroc à l'heure du printemps arabe

**Commentaire** : Diane Éthier (Université de Montréal)

## ATELIER 19 : La politique de l'Union européenne

Panel 1

*27 mai 9h00-10h30*

- Antoine Rayroux (Université de Montréal)  
Usages d'une Europe militaire transnationale : les forces armées dans la gestion militaire des crises de l'UE
- Benoît Rigaud (ÉNAP)  
Politisation des marées noires en Europe. Éclairage de l'analyse d'un système de politiques sur l'évolution récente de la gouvernance européenne
- Philippe Poirier (Université du Luxembourg)  
Gouvernance économique européenne: risque d'une nouvelle dé-parlementarisation du processus décisionnel

**Commentaire** : George Ross (Université de Montréal)

## ATELIER 20 : Régimes autoritaires et post-autoritaires

Panel 1

*27 mai 11h00-12h30*

- Cédric Pellen (ULB)  
Mobilisations contestataires et démocratisation. Plaidoyer pour une « normalisation » théorique à partir du cas polonais
- Guillaume Sauvé (CERI)  
Démocratiser le peuple : politique et morale dans la perestroïka soviétique
- Xavier Bériault (Université d'Ottawa)  
Le peuple russe et le parti bolchevik : les Soviets sans le communisme
- Sébastien Antoine (Louvain)  
Contester face à l'hégémonie luliste: CSP-Conlutas et la réorganisation syndicale et étudiante au Brésil

**Commentaire** : Guillermo Aureano (Université de Montréal)



## ATELIER 21 : État et politique dans les pays en voie de développement

Panel 1

*27 mai 16h00-17h30*

- Mark Purdon (University of Toronto)  
L'État et le marché du carbone dans les pays moins avancés: Performance du marché du carbone en Tanzanie, en Ouganda et en Moldavie
- Thomas Chiasson-Lebel (York University)  
Une économie politique de l'État néo-développementaliste équatorien
- Joanie Thibault-Couture (Université de Montréal)  
Les origines du consensus entre les élites en matière de politique étrangère au Nigéria

**Commentaire :** Jean-Philippe Thérien (Université de Montréal)

## **TABLE RONDE 1 : Pourquoi un tiers indépendant pour la participation publique ? Le modèle BAPE en discussion**

**RESPONSABLES : Laurence Bherer (UdeM), Louis Simard (Université d'Ottawa) et Mario Gauthier (UQO)**

*27 mai 9h00-10h30 – Amphithéâtre*

Pour mettre en place des dispositifs de participation publique, les autorités publiques peuvent recourir à différentes solutions, soit 1) demander de l'aide à des consultants privés; 2) introduire cette compétence au sein de leur fonction publique en engageant des fonctionnaires dont la responsabilité est de designer et d'organiser des forums participatifs; 3) créer un organisme public autonome dédié à la participation publique. Le Québec a choisi cette dernière voie en matière environnementale en créant le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE). La Ville de Montréal a suivi ce modèle avec l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Quels sont les avantages à choisir une telle formule? En quoi l'autonomie de ce type d'organisation est bénéfique pour la pratique de la participation publique? Hors du Québec, les organismes autonomes de participation publique sont relativement peu fréquents alors que les autorités publiques préfèrent de plus en plus recourir à des consultants privés. L'expérience ancienne du BAPE est l'occasion de revenir sur la pertinence d'un tel modèle.

La table-ronde réunira des chercheurs et des professionnels de la participation publique :

- André Beauchamp, commissaire à l'OCPM et ex-président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Laurence Bherer, professeure agrégée, Université de Montréal
- Paule Halley, professeure titulaire, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, Université Laval
- Louise Roy, présidente de l'Office de consultation publique de Montréal

## **TABLE RONDE 2 : Perspectives sur l'élection québécoise de 2012**

**RESPONSABLE : Frédérick Bastien (Université de Montréal)**

*27 mai 11h00-12h30 - Amphithéâtre*

L'élection québécoise du 4 septembre 2012 est particulière à plus d'un titre. Elle a conduit à l'élection d'un gouvernement minoritaire du Parti québécois dirigé par la première femme à occuper la plus haute fonction de l'État québécois. Après une décennie au pouvoir, le Parti libéral du Québec n'a perdu l'élection que par quatre sièges en dépit d'un taux d'insatisfaction durablement élevé. Un nouveau parti, la Coalition avenir Québec, a obtenu la troisième position en faisant élire 19 candidats. L'élection est survenue dans un contexte particulier, teinté par des allégations de corruption et suivant plusieurs mois de mobilisation d'étudiants opposés à la hausse des frais de scolarité. Les partis, les médias et les citoyens ont fait usage des médias sociaux, en particulier de Twitter pour communiquer durant la campagne. Le taux de participation a été le plus élevé depuis les années 1990. Dans le cadre d'un projet collaboratif mené par le Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique (avec l'appui du Groupe de recherche en communication politique, de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires et la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval), cette table ronde présentera des résultats de recherche de cette entreprise collective. Les participants discuteront de la position des partis révélée par le contenu de leur programme électoral, de la couverture médiatique de la campagne, des facteurs explicatifs de la participation au scrutin et du choix des électeurs.

**Présidence :** Jean-François Godbout (Université de Montréal)

Participants :

- Frédérick Bastien (Université de Montréal)
- Éric Bélanger (McGill University)
- François Gélinau (Université Laval)
- François Pétry (Université Laval)

### **TABLE RONDE 3 : Politiques de la rue : démocratie de l'Àvenir ?**

**RESPONSABLES : Pascale Dufour (Université de Montréal / CPDS) et Ricardo Peñafiel (Université de Montréal / CPDS)**

*27 mai 14h00-17h30 - Amphithéâtre*

Les événements du printemps 2012 au Québec ont, entre autres, rappelé l'intime et paradoxale relation existant entre la « politique de la rue » et les fondements de la démocratie. Exigeant une « reconnaissance » de leur existence en tant que sujets politiques ou citoyens à part entière, affirmant l'égalité de tous à participer à l'élaboration de la norme, les étudiants québécois – tout comme d'autres participants aux « Printemps des peuples » caractérisant l'époque contemporaine – dévoilent les « limites » d'une forme restreinte de démocratie (délégitime).

Cette table-ronde propose d'aborder les paradoxes relatifs à la relation entre la rue et les institutions démocratiques en fonction des trois questions suivantes:

1. L'occupation de l'espace public est-elle le symptôme d'une démocratie représentative malade ou la revigoration de celle-ci par des forces réclamant une pleine citoyenneté ?
2. Que devient la médiation politique, par les acteurs sociaux et politiques institués, dans des contextes de « prise » de rue ?
3. Comment devrait-on arbitrer entre la légitimité des représentants élus, celle des organisations de la « société civile » et celle de mobilisations collectives appelant à des principes fondamentaux de la démocratie sans nécessairement être « représentatifs » de l'ensemble ou de la majorité ?

Participants :

- Diane Lamoureux, Science politique (Université Laval)
- Martine Delvaux, Études littéraires (UQAM)
- Dominique Leydet, Philosophie (UQAM)
- Josée Boileau (Le Devoir)
- Louis-Philippe Savoie, Science politique (UdeM)
- Rachel Sarrasin, Science politique (Université de Montréal)
- René Delvaux, Science politique (UQAM)
- Xavier LaFrance, Science politique (York University)
- Daniel Pierre-Roy, École de politique appliquée (Université de Sherbrooke)

## TABLE RONDE 4 : Bilan de la science politique au Québec et au Canada francophone

**RESPONSABLE: Carolle Simard (UQAM)**

*28 mai 14h00-15h30 - Amphithéâtre*

Au cours des Congrès de la SQSP de 2010 et 2011, deux tables rondes ont réuni des politologues provenant d'universités francophones et ont examiné l'évolution de la science politique au Québec et au Canada francophone. Leurs réflexions ont nourri le travail d'enseignants-chercheurs dont les travaux font l'objet d'une publication de la revue *Politique et Sociétés*, parue en 2013 sous le titre : « La science politique francophone. Défis et trajectoires ». En 2013, la table ronde propose de faire le point sur ces questions : dans quelle mesure la science politique francophone est-elle concernée par la prédominance de l'anglais comme véhicule de connaissances ? La recherche et la publication en langue française sont-elles vouées à disparaître ? La science politique francophone est-elle fondamentalement différente de celle qui se pratique dans le monde anglo-saxon ?

Ces questions seront examinées par les auteurs du numéro de *Politique et Sociétés*; deux thèmes seront principalement abordés : d'une part, la particularité de la science politique francophone, d'autre part, la prégnance des travaux anglophones sur la structuration des carrières des jeunes enseignants-chercheurs.

**Présidence :** Carolle Simard (UQAM)

**Commentaire :** Ève Séguin (UQAM)

**Participants :**

- Jérémie Cornut (McGill University)
- Anne-Marie D'Aoust (UQAM)
- David Grondin (Université d'Ottawa)
- Louis Imbeau (Université Laval)
- Vincent Larivière (Université de Montréal)